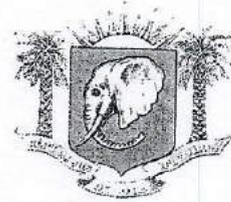


MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2022

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN DECEMBRE 2022**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2022, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses, en référence aux objectifs 2022.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin décembre 2022 s'élèvent globalement à **10.395,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 9.963,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 104,3%.

Ces réalisations comprennent **4.966,2 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **5.428,9 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **4.576,7 milliards de FCFA** à fin décembre 2022, avec un écart négatif de 56,7 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 4.633,4 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux moindres performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- la **taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **571,3 milliards de FCFA**, contre une prévision de 599,9 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 28,6 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique essentiellement par le niveau relativement élevé des exonérations conventionnelles (221,9 milliards de FCFA contre 169,7 milliards de FCFA en 2021) ;
- les **impôts sur les revenus et salaires** se sont chiffrés à **643,2 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 28,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 671,6 milliards de FCFA, en dépit de la progression de 11,8% enregistrée par rapport aux réalisations de l'année 2021. Ce résultat est principalement en lien avec un niveau de paiement moindre qu'attendu de la contribution de certaines entreprises du secteur de l'énergie et des télécommunications ;
- les **taxes à l'exportation** ont été encaissées à hauteur de **388,7 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 23,5 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 412,3 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique par un niveau moins élevé que projeté du prix CAF du cacao (1.178,7 FCFA/Kg en réalisation contre un objectif de 1.300 FCFA/Kg) ainsi que par un volume d'exportation de noix de cajou moindre que projeté (778,7 mille tonnes pour un objectif de 856,5 mille tonnes) ;
- les **impôts sur le revenu des capitaux mobiliers** ont été collectés à hauteur de **151,6 milliards de FCFA** contre 166 milliards de FCFA prévus, soit un écart négatif de 14,5 milliards de FCFA résultant d'un niveau moindre que prévu des paiements de l'IRVM des entreprises du secteur énergétique (-4,9 milliards de FCFA) et du secteur des extractions minières et pétrolières (-12,9 milliards de FCFA) ;
- les **droits d'enregistrement et de timbre** ont été collectés à hauteur de **212,5 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 9,3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 221,8 milliards de FCFA, principalement en rapport avec un prix Caf du cacao moins élevé que projeté ;
- l'**impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré à hauteur de **605,2 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 7,8 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 613 milliards de FCFA et principalement imputable au paiement moins élevé qu'attendu de l'impôt BIC par le secteur des extractions minières (-19,6 milliards de FCFA par rapport à 2021 pour la Mine de Tongon).

Toutefois, l'effet des résultats sus-mentionnés a été atténué par les bonnes performances enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes à l'importation sur les marchandises générales (+42,4 milliards de FCFA, résultant de la hausse des prix à l'importation des biens de 19%), des revenus du gaz (+14,8 milliards de FCFA, en lien avec une quantité de gaz produit plus importante que prévue) et des revenus du pétrole (+8,5 milliards de FCFA, principalement liés à l'évolution favorable du cours du dollar US).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **155,9 milliards de FCFA** pour un objectif de 144,2 milliards de FCFA. Ces recettes comprennent 65,5 milliards de FCFA de recettes des

services dont 26 milliards de FCFA de commissions sur transferts, 44,1 milliards de FCFA de revenus du domaine, 27,8 milliards de FCFA de dividendes, 10 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 3,6 milliards de FCFA de bonus de signature et 3,2 milliards de FCFA de recettes exceptionnelles issues des surcotes payées lors des souscriptions aux titres publics.

Quant aux dons, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **233,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 295,5 milliards de FCFA.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **3.298 milliards de FCFA** (hors surcotes de 3,2 milliards de FCFA enregistrées en recettes non fiscales) pour une prévision de **2.832,5 milliards de FCFA**. Ce montant comprend 858,9 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication (hors surcotes de 3,2 milliards de FCFA), 240,7 milliards de FCFA de bons du Trésor, 1.575,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI) et 622,7 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **17,1 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent principalement du Port Autonome d'Abidjan pour 9,4 milliards de FCFA, de CI-Energies pour 3,3 milliards de FCFA, du Fonds National de l'Eau pour 3,1 milliards de FCFA et de Air Côte d'Ivoire pour 1 milliard de FCFA.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs de **138,5 milliards de FCFA** proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans ORANGE CI pour 138,1 milliards de FCFA et dans PALMAFRIQUE pour 0,3 milliard de FCFA.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.975,3 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.932,7 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation est constitué de 1.433 milliards d'emprunts-projets et de 542,4 milliards d'emprunts-programmes, pour des prévisions respectives de 1.466 milliards de FCFA et de 466,7 milliards de FCFA.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin décembre 2022, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **10.337,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 9.934,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 104,1%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **1.058,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.026,3 milliards de FCFA, soit un dépassement de 32,4 milliards FCFA en raison d'un niveau plus élevé que prévu des mobilisations sur les marchés monétaire et financier. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 521,1 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 537,6 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **2.007,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 2.027,4 milliards de FCFA, en rapport notamment avec l'intégration à une date postérieure à celle initialement prévue (1^{er} octobre 2022 contre 15 septembre 2021 initialement prévu) des 10.300 enseignants contractuels recrutés en 2019 dans le cadre du Programme Social du Gouvernement.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **132,3 milliards de FCFA** contre une prévision de 135,9 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (110,6 milliards de FCFA), de téléphone (12,5 milliards de FCFA) et d'eau (9,2 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **885,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 865,8 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19, CNS et dépenses liées aux élections) ont été exécutés à hauteur de **741,8 milliards de FCFA**, pour une prévision de 668,4 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent les subventions aux écoles privées (156,1 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (153,8 milliards de FCFA), les bourses et pécules (95 milliards de FCFA) et les subventions aux collectivités hors impôts rétrocédés (26,8 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **199,4 milliards de FCFA** contre 104,1 milliards de FCFA prévus, en lien avec les dépenses additionnelles liées aux campagnes de vaccination, de sensibilisation et la prise en charge des malades.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à 161,5 milliards de FCFA contre 87,9 milliards de FCFA prévues, en lien avec le renforcement du dispositif sécuritaire.

Quant aux dépenses d'investissement, elles sont ressorties à 2.985,3 milliards de FCFA contre une prévision de 2.865,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 104,2%, en liaison avec l'accélération de la réalisation des infrastructures de la CAN, des infrastructures éducatives et universitaires ainsi que des infrastructures de transport. Ces dépenses ont été financées à 49,3% sur les ressources intérieures et 50,7% sur les ressources extérieures.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que huit (8) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 90% et trente (30) autres affichent des taux d'exécution supérieurs ou égal à 90%.

Enfin, les charges de trésorerie, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à 2.166,6 milliards de FCFA pour une prévision de 2.153,3 milliards de FCFA. L'écart positif de 13,2 milliards de FCFA s'explique principalement par la variation à la hausse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses ayant servi à élaborer le service prévisionnel 2022 de la dette publique.

Concernant en particulier les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales, elles se sont établies à 3.305,4 milliards de FCFA à fin décembre 2022, au-dessus de l'objectif plancher de 2.978,5 milliards de FCFA.

En outre, la gestion budgétaire 2022 a enregistré de nouvelles dépenses (689,8 milliards de FCFA) constituées des avances de trésorerie (500,7 milliards de FCFA) et des rallonges budgétaires (189,1 milliards de FCFA)

Le déficit budgétaire à fin décembre 2022 ressortirait ainsi à 2.981,6 milliards de FCFA (6,8% du PIB) pour un niveau plancher fixé à 2.588,8 milliards de FCFA (5,9% du PIB).

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat en 2022 s'est déroulée dans un environnement mondial marqué principalement par la guerre en Ukraine et la persistance des effets négatifs de la pandémie de la Covid-19.

Toutefois, au terme de l'année, une mobilisation des ressources plus importantes que prévue a été enregistrée, en dépit de l'écart négatif observé au niveau des objectifs de recouvrement des recettes fiscales, impacté par les répercussions de la guerre en Ukraine. Cette performance a permis de faire face au nécessaire renforcement de certaines dépenses, notamment de sécurité et de lutte contre la propagation de la Covid-19.

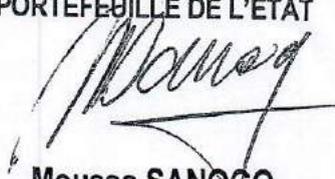
Au cours de l'année 2023, l'accent est mis sur la poursuite des efforts de recouvrement des ressources, en particulier des recettes fiscales, la consolidation de la maîtrise des charges de fonctionnement et l'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement, dans la perspective de garantir l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement 2021-2025.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au terme de l'année 2022, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Adama COULIBALY

LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT



Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin décembre 2022)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Collectif 2022 (hors comptes spéciaux)		Fin décembre 2022		DEPENSES	Collectif 2022 (hors comptes spéciaux)	Fin décembre 2022	
			Objectifs	Réalisations			Objectifs	Réalisations
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES								
RECETTES FISCALES (Vc FER)	4 645,5	4 576,7	4 633,4	4 576,7	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 026,3	1 026,3	1 058,7
- DGI	2 798,7	2 704,7	2 779,2	2 704,7	Dettes intérieure	478,1	478,1	521,1
- TRESOR	11,5	12,8	11,5	12,8	Dettes extérieure	548,2	548,2	537,6
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 835,3	1 859,2	1 842,7	1 859,2	PERSONNEL	2 027,4	2 027,4	2 007,2
RECETTES NON FISCALES (Vc FIMR)	141,2	155,9	144,2	155,9	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CMS et élections)	808,2	1 001,7	1 017,4
Recettes non fiscales Trésor	86,2	95,0	86,2	95,0	Abonnement	135,9	135,9	135,9
Revenus du domaine DGI	42,0	44,1	41,8	44,1	Autres achats de biens et services	672,3	865,8	885,1
Bonus de signature secteur pétrolier	3,2	3,6	3,2	3,6	TRANSFERTS (hors CMS et élections)	904,4	668,4	741,8
Licences de télécommunication	0,0	0,1	0,0	0,1	Subvention au secteur électrique	10,0	10,0	24,7
Fonds d'investissement en milieu rural	9,8	10,0	9,8	10,0	Autres transferts	894,4	658,4	717,2
Autres recettes non fiscales (Surcote sur Emission de titres publics)		3,2	3,2	3,2	DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	104,1	104,1	199,4
DONS	285,5	233,7	295,5	233,7	Plan de riposte contre le Coronavirus	104,1	104,1	199,4
Dons programmes	212,4	183,8	212,4	183,8	DEPENSES DE SECURITE (CMS) ET D'ELECTIONS	80,4	87,9	161,5
AFD (C2D)	199,7	193,6	199,7	193,6	sur financement intérieur	80,4	87,9	161,5
GVT Espagnol (PCD)	7,2	5,5	5,5	5,5	INVESTISSEMENT	2 988,1	2 865,8	2 885,3
UE	5,5	83,1	83,1	83,1	- Trésor (Vc FIMR et FER)	1 379,2	1 316,6	1 512,5
Dons projets	83,1				Projets C2D et PCD	56,9	56,9	40,8
					Investissement FIMR	40,8	40,8	10,0
					Fonds d'Entretien Roulier	250,1	250,1	252,8
					Autres investissements	1 052,4	1 209,0	999,8
					- Financement extérieur des projets	1 808,9	1 549,1	1 472,8
					Emprunts-projets	1 525,7	1 466,0	1 433,0
					Dons-projets	83,1	83,1	39,9
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	5 082,2	4 966,2	5 073,1	4 966,2	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	7 918,9	7 781,6	8 171,3
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE								
Privatification et ventes d'actifs	112,7	138,5	112,7	138,5	Amortissement de la dette publique	2 153,3	2 153,3	2 166,6
Transfert des entreprises/dette rattachée	12,5	17,1	12,5	17,1	Dettes intérieure	1 380,2	1 380,2	1 385,1
Emprunts sur marchés monétaire et financier	2 832,4	3 298,0	2 832,5	3 298,0	Dettes extérieure	773,1	773,1	780,5
Emprunts obligataires	1 425,7	1 575,7	1 425,7	1 575,7				
Bons et obligations du Trésor	1 005,4	1 059,6	1 005,4	1 059,6				
Eurobonds		622,7	401,4	622,7				
Autres emprunts à moyen et long termes (titrisations)	596,0	542,3	486,7	542,3				
Emprunts programmes	466,7	254,2	226,9	254,2				
Banque Mondiale		137,7	132,2	137,7				
Banque Africaine de Développement		110,9	107,6	110,9				
AFD (Autre appui budgétaire)		29,5	0,0	29,5				
Allianz		1 433,0	1 466,0	1 433,0				
Emprunts-projets	1 525,7							
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	4 990,0	5 428,9	4 890,4	5 428,9	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	2 153,3	2 153,3	2 168,6
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	10 072,2	10 395,1	9 963,6	10 395,1	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 072,2	9 934,9	10 337,9

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2022)

En milliards de FCFA

LIBELLES	fin décembre 2022		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	4 633,4	4 576,7	-56,7
<u>DGI</u>	<u>2 779,2</u>	<u>2 704,7</u>	<u>-74,5</u>
Impôts directs	1 552,9	1 520,6	-32,4
Impôts sur bénéfiques	725,8	737,1	11,3
BIC pétrole et gaz	77,1	93,8	16,7
- BIC pétrole	35,2	41,6	6,4
- BIC gaz	41,9	52,3	10,3
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 475,8	1 426,7	-49,1
- BIC hors pétrole	613,0	605,2	-7,8
- Impôt synthétique et AIRSI	23,4	26,4	3,0
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	12,3	11,7	-0,6
- Impôts sur revenus et salaires	661,1	631,9	-29,2
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	166,0	151,6	-14,5
Impôts indirects	1 226,2	1 184,1	-42,1
TVA (hors part secteur électricité)	599,9	571,3	-28,6
TOB	100,0	97,7	-2,3
Taxe sur boissons et tabacs	81,6	78,9	-2,6
Droits d'enregistrement et de timbre	220,8	211,0	-9,8
<i>dont enregistrement café cacao</i>	81,6	78,2	-3,4
Patentes et Licences	45,8	43,9	-1,9
Taxe d'exploitation pétrolière	14,5	16,6	2,1
Taxe d'exploitation du gaz	18,0	22,4	4,4
Taxe sur les télécommunications	62,8	57,8	-5,0
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	29,3	27,6	-1,7
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	1,8	1,8	0,0
Taxe ad valorem	50,0	54,0	4,0
Accises et autres taxes indirectes	1,9	1,0	-0,9
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	1,7	0,8	-0,9
<u>TRESOR</u>	<u>11,5</u>	<u>12,8</u>	<u>1,3</u>
Impôts directs	10,5	11,3	0,8
Impôts sur revenus et salaires	10,5	11,3	0,8
Impôts indirects	1,0	1,5	0,5
Timbres et vignettes	1,0	1,5	0,5
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>1 842,7</u>	<u>1 859,2</u>	<u>16,5</u>
Droits et taxes à l'importation	1 430,5	1 470,4	40,0
Taxes sur produits pétroliers	90,9	88,6	-2,3
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	1 339,5	1 381,8	42,3
Taxes à l'exportation	412,3	388,7	-23,5

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGB

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2022	Exécution fin Décembre 2022	Taux d'exécution Fin Décembre 2022
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	10 404 948 238	6 794 148 238	65,3%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	59 143 719 392	42 863 559 146	72,5%
Ministère du Tourisme	8 264 705 172	6 076 418 189	73,5%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 154 954 122	881 449 901	76,3%
Primature et Services Rattachés	30 372 815 734	23 185 277 895	76,3%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	2 586 621 427	2 090 331 616	80,8%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	167 414 435 369	144 957 280 404	86,6%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	204 364 934 272	183 327 098 367	89,7%
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	574 366 503 524	516 981 129 271	90,0%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	170 204 719 534	154 310 881 876	90,7%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 975 981 833	5 467 642 230	91,5%
Ministère de l'Economie et des Finances	69 684 326 815	64 183 821 799	92,1%
Ministère du Plan et du Développement	28 447 212 597	27 702 598 914	97,4%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	4 584 575 474	4 466 852 059	97,4%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat(hors dépenses communes)	81 298 497 970	79 248 248 961	97,5%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	155 956 688 906	154 524 279 590	99,1%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	141 477 907 757	140 443 826 367	99,3%
Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	15 035 481 577	14 957 219 278	99,5%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	45 914 416 343	45 832 589 899	99,8%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	29 517 358 971	29 474 111 971	99,9%
Ministère de la Fonction Publique	1 788 930 855	1 786 443 239	99,9%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	152 055 682 264	152 011 475 349	100,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	18 428 269 446	18 423 328 139	100,0%
Ministère des Eaux et Forêts	7 140 200 980	7 138 999 346	100,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	146 720 701 957	146 712 070 893	100,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	14 670 753 698	14 670 161 238	100,0%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	70 051 754 133	70 049 058 058	100,0%
Ministère des Transports	231 054 528 524	231 053 603 941	100,0%
Représentation Nationale	1 124 534 931	1 124 534 931	100,0%
Présidence de la République	20 078 601 122	20 078 601 122	100,0%
Commission Electorale Indépendante	250 000 000	250 000 000	100,0%
Cour de Cassation	250 000 000	250 000 000	100,0%
Cour des Comptes	892 944 040	892 944 040	100,0%
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	15 510 301 289	15 510 301 289	100,0%
Ministère des Sports	198 688 984 661	198 688 984 661	100,0%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	32 886 590 112	32 886 590 112	100,0%
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	557 801 466	557 801 466	100,0%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption	2 029 934 280	2 029 934 280	100,0%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 720 351 318 785	2 561 883 598 075	94,2%
Dépenses communes	495 931 144 694	311 764 606 775	62,9%
Compte spéciaux	115 080 448 000	111 664 490 908	97,0%
Total Général	3 331 362 911 479	2 985 312 695 758	89,6%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2022

(en FCFA)

DOMAINES	2021	2022	
	Réalisation	Objectif annuel	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	212 026 766 738	86 191 197 406	120 111 938 072
01.0 Administration générale	145 245 235 086	16 182 611 028	23 106 019 043
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	18 753 656 062	20 137 184 894	35 927 796 582
01.2 Formation et encadrement	32 999 548 992	33 521 626 886	43 871 305 307
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 582 326 598	6 502 326 598	7 359 369 140
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 446 000 000	9 847 448 000	9 847 448 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 408 730 252	16 304 717 935	17 051 541 769
02.0 Administration générale / formation et encadrement	11 043 269 148	9 561 904 649	9 363 709 814
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 438 892 640	2 902 853 809	3 701 967 873
02.2 Pêche et aquaculture	2 926 568 464	3 839 959 477	3 985 864 082
03 Education	1 499 460 185 354	1 525 197 885 928	1 642 230 073 897
03.0 Administration générale	119 046 132 134	50 102 833 458	106 548 131 810
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	587 505 279 509	648 104 813 977	630 717 301 744
03.2 Alphabétisation	559 657 856	459 659 630	458 806 370
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	509 923 128 647	584 748 954 886	579 341 251 855
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	282 425 987 208	241 781 623 977	325 164 582 118
04 Santé	465 347 518 869	458 032 222 900	469 366 284 796
04.00 Administration générale santé	245 791 575 065	223 254 243 648	236 131 472 366
04.01 Système de santé primaire	60 668 968 086	102 840 556 153	90 608 100 187
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	4 163 004 768	1 500 000 000	4 935 706 143
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	52 891 578 081	27 195 423 555	31 581 742 858
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	36 757 644 609	32 604 381 089	31 696 859 340
04.05 VIH/SIDA	12 388 434 544	23 554 395 157	21 662 464 166
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	52 686 313 716	47 083 223 298	52 749 939 736
05 Eau et Assainissement	139 804 271 368	108 080 026 088	139 677 717 013
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	66 042 200 644	85 918 605 517	69 527 653 657
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	73 762 070 724	22 161 420 571	70 150 063 356
06 Energie	140 744 759 201	154 381 099 723	178 812 789 024
06.1 Accès à l'électricité	140 744 759 201	154 381 099 723	178 812 789 024
07 Routes et ouvrages d'art	360 104 491 800	416 837 765 562	470 001 503 779
07.1 Entretien pistes rurales	3 379 093 882	5 877 545 928	16 685 284 882
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	153 747 467 141	14 830 280 863	141 353 631 162
07.3 Autres travaux routiers	202 977 930 777	396 129 938 771	311 962 587 735
08 Affaires Sociales	88 361 568 038	74 178 024 424	82 285 150 023
08.0 Administration générale	15 642 703 163	17 771 655 528	15 097 318 422
08.1 Formations destinées aux femmes	1 951 584 525	2 250 626 511	2 099 446 597
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	23 335 298 517	27 127 474 513	29 162 021 469
08.3 Formation au personnel d'appui	1 555 062 246	1 512 432 362	1 495 787 362
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	45 876 919 587	25 515 835 510	34 430 576 173
09 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	120 052 024 056
09.1 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	120 052 024 056
10 Reconstructions et réhabilitations	21 173 020 018	22 212 119 406	20 861 762 143
10.1 Reconstruction et réhabilitation	677 751 633	2 139 680 000	822 836 570
10.2 Habitat et logement sociaux	20 495 268 385	20 072 439 406	20 038 925 573
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	33 551 318 476	20 347 727 370	44 924 256 066
11.1 Promotion et insertion des jeunes	30 016 205 208	17 116 056 633	36 551 963 836
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 535 113 268	3 231 670 737	8 372 292 230
TOTAL	3 065 975 509 055	2 978 512 963 038	3 305 375 040 638

Source : SIGOBE/DGBF